

Exclusif

Société

Aménagement

urbanisation

Europacity

Nicolas Hulot

Taxe contre les bétonneurs : «On a bousillé le paysage»

>[Société](#)|Frédéric Mouchon|11 octobre 2017, 8h59 | MAJ : 11 octobre 2017, 9h40|0



Pierre Creuzet (à d.) est fondateur d'une association de défense des centres villes. A gauche une photo d'un opposant à Europacity, un grand projet de centre de loisirs dans le Val-d'Oise.
LP/F. Naizot/F. Hubin

Nicolas Hulot souhaite l'instauration d'une taxe frappant les constructeurs qui investissent des espaces naturels. Pour Pierre Creuzet, fondateur de l'association d'élus Centre-ville en mouvement, il faut aller encore plus loin.

En France, chaque mois, l'urbanisation consomme une surface équivalente à 6 400 terrains de football. Des centres commerciaux, des bureaux, des logements... Pour le ministre de l'Écologie, trop, c'est trop. Dénonçant une « frénésie souvent injustifiée », Nicolas Hulot vient,

selon nos informations, de proposer au Premier ministre de taxer les bétonneurs qui construisent sur des espaces naturels. Le fruit de cette taxe servira à financer la protection de la biodiversité. Pour Pierre Creuzet, fondateur de l'association d'élus Centre-ville en mouvement, qui travaille sur les cœurs de ville, stopper l'étalement urbain est une nécessité.

Faut-il comme le clame Nicolas Hulot « sortir de cette folie des grandeurs qui mène à la construction de gigantesques centres commerciaux » ?

Pierre Creuzet. Il faut stopper l'étalement urbain, car la France perd tous les sept ans l'équivalent de la surface d'un département au profit de l'urbanisation. Et donc au détriment des terres agricoles. Avec le développement des intercommunalités, toutes les communautés d'agglomération réclament leur Ikea. Or, une seule grande enseigne d'ameublement de ce type, c'est 150 magasins tout autour. L'an dernier, 22 % de surfaces supplémentaires ont été accordées à la grande distribution. Regardez ce que sont devenues les entrées de ville : c'est un désastre écologique.

Faut-il taxer davantage les projets d'urbanisation ?

Taxer la grande distribution, dont les propriétaires font partie des familles les plus riches de France, ne changera rien. Au pire, ils se rattraperont sur les prix et c'est le consommateur qui paiera. La seule solution est d'instaurer un moratoire d'un an pendant lequel on gèlerait tous les projets de la grande distribution prévus en périphérie des villes afin de réfléchir à ce que l'on veut faire du territoire français. Pendant quinze ans, sous des gouvernements de droite comme de gauche, on a laissé faire n'importe quoi et on a bousillé le paysage.

Que préconisez-vous ?

Que les centres-villes, qui sont créateurs de lien social et de convivialité, soient classés en 2018 grande cause nationale. Plus d'un millier de cœurs de ville sont devenus moribonds à cause de la concurrence de ces mastodontes qui ouvrent en périphérie. Et puis il faut respecter nos campagnes en créant une loi où il serait impossible de construire dans et autour des agglomérations sans arborer un minimum. Cela ne veut pas dire tout interdire, mais qu'au moins les monstres commerciaux soient cachés sous une couverture végétale.

Dans la Val-d'Oise, Europacity fait cauchemarder habitants et écolos

50 000 m2 de surface culturelle, 150 000 m2 de surface de loisirs, des bars, une salle de concerts, des restaurants... le complexe de loisirs [Europacity](#), prévu en 2024 dans le triangle de Gonesse (Val-d'Oise), se rêve en rival de Disneyland ou du Parc Astérix. Mais ces ambitions font cauchemarder certains habitants et militants écolos.

[L'enquête publique](#) ayant conclu cet été que ce complexe n'était pas très écolo-compatible, les promoteurs du projet, porté notamment par Auchan, ont proposé une nouvelle mouture, plus aérée et végétalisée. Mais les opposants dénoncent le gigantisme de cette opération qui implique de sacrifier plusieurs dizaines d'hectares de terres agricoles. « Une dent creuse enclavée entre deux autoroutes, une nationale et deux aéroports », balaye le directeur du développement d'Europacity, David Lebon. Les promoteurs mettent en avant la création de 10 000 emplois et affirment que ce « nouveau quartier de loisirs du Grand Paris » renforcera l'attractivité touristique de la France.

Dimanche, une centaine d'opposants au projet [ont manifesté dans Paris](#) en affichant des banderoles où l'on pouvait lire : « Des radis, pas des Caddies », « Des légumes, pas du bitume ».

Le Parisien

[Société](#)

<http://www.leparisien.fr/societe/taxe-contre-les-betonneurs-on-a-bousille-le-paysage-11-10-2017-7323057.php>